Nouvelles pratiques sociales

Les années 50 et 60 au Québec : une période de transition pour les pratiques sociales

Entrevue avec Louis Beaupré

Clément Mercier et Suzanne Lamont

Volume 8, numéro 2, automne 1995

Les pratiques sociales des années 60 et 70

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301325ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301325ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Mercier, C. & Lamont, S. (1995). Les années 50 et 60 au Québec : une période de transition pour les pratiques sociales : entrevue avec Louis Beaupré. *Nouvelles pratiques sociales*, 8(2), 15–32. <https://doi.org/10.7202/301325ar>

Les années 50 et 60 au Québec: une période de transition pour les pratiques sociales¹

Entrevue avec Louis Beaupré

Clément MERCIER
Département de service social
Université de Sherbrooke

Suzanne LAMONT
Département de travail social
Université du Québec à Montréal

Né à Ottawa en 1920, Louis Beaupré termine sa formation en service social à l'Université de Montréal en 1946, après deux années d'études en théologie. Il fait d'abord de la pratique clinique en protection de l'enfance durant trois ans à Montréal et à Ottawa, et assume ensuite la direction du Service social de Hull de 1949 à 1958. Jusqu'en 1961, il est responsable de la citoyenneté pour tout le Québec au sein du ministère fédéral de l'Immigration et, en 1962, assume la tâche de seul praticien généraliste à la filiale de Granby du Service social de Saint-Hyacinthe. On le retrouve ensuite dans des fonctions de direction générale d'agences sociales polyvalentes, d'abord au Service social

1. Nous présentons ici des extraits d'une entrevue réalisée en 1993 par Marie Malavoy et Clément Mercier dans le cadre de la recherche «30 ans de développement des pratiques sociales au Québec», région Estrie, période 1960.

de Valleyfield de 1962 à 1965, puis au Centre de service social du diocèse de Sherbrooke, de 1965 à 1969. Jusqu'en 1985, il poursuit sa carrière comme haut fonctionnaire, d'abord comme directeur régional du ministère des Affaires sociales, poste et organisme alors nouvellement créés dans le cadre du lancement de la réforme Castonguay-Nepveu, puis à compter de 1976 comme conseiller rattaché au Service des programmes des CLSC du même ministère.

Il fut l'un des fondateurs de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux, où il siégea au conseil d'administration durant dix-huit ans. Il s'impliqua également activement dans la fondation de plusieurs organismes nationaux de regroupement et de représentation des services sociaux, dont la Fédération des services sociaux à la famille, qui deviendra par la suite l'Association des centres de services sociaux avant de se muter en l'actuelle Association des centres jeunesse. Il fut également activement associé au Conseil de bien-être du Québec, au Conseil canadien de développement social et à l'Association canadienne des travailleurs sociaux. Il a publié en 1968 un livre sur « la guerre à la pauvreté », et de nombreux articles dans les revues professionnelles et les grands journaux ; il fut également pour les organismes précités l'auteur de nombreux mémoires et écrits sur les questions de sécurité sociale et de services sociaux.

NPS – *On a souvent l'impression que le développement des services sociaux laïques et publics commence avec la réforme Castonguay-Nepveu, dans la première moitié des années 70. Pourtant, il y a beaucoup de choses qui se sont passées entre 1950 et 1970, auxquelles vous avez été intimement lié ; pouvez-vous nous situer par rapport aux développements de cette période ?*

L. Beaupré – Jusqu'en 1960, presque tous les services sociaux du Québec, soit une quinzaine, portaient le titre de services sociaux diocésains. Ceux de Montréal, Québec et Hull ne portaient pas ce titre. Parmi la quinzaine de services sociaux diocésains, il y en avait trois ou quatre qui avaient été incorporés en vertu de la vieille *Loi des évêques*. Les autres étaient incorporés en vertu de la troisième partie de la *Loi des compagnies* (sans but lucratif). Dès la fin des années 50, la religion et l'influence du clergé étaient minimes. Plusieurs de ces services sociaux avaient été fondés par des prêtres, comme ce fut le cas dans les syndicats, les caisses populaires et combien d'autres institutions et organisations. La *Loi des évêques* a surtout été invoquée dans les régions rurales afin d'obtenir des fonds pour les services sociaux dont les revenus se résumaient à une allocation gouvernementale pour chaque adoption (180 \$), à de minces subventions du gouvernement provincial et de la Campagne de charité. Pour suppléer à cette pénurie de revenus, les curés organisaient ou collaboraient à l'organisation

de collectes de fonds dans leur paroisse pour soutenir les services sociaux. Avant 1960, les services sociaux avaient été promus et regroupés par Caritas-Canada, organisme confessionnel, fondé et soutenu par les évêques. Dès 1961, quelques années après la fondation de Caritas-Canada, sur l'ordre des évêques, les postes de directeurs généraux devaient être cédés à des laïcs. Les travailleurs sociaux assumèrent en fait les principales fonctions administratives dans les services sociaux. À partir de là, les membres du clergé ont continué de participer aux services sociaux en tant que représentants de l'Église ou comme aumôniers, à titre personnel ; mais les services sociaux ont conservé le titre de diocésains pendant un bon moment après 1960, parce que l'expression avait une connotation traditionnelle et géographique, et que les campagnes de financement étaient faites sur le territoire du diocèse.

NPS – *Et du côté des services sociaux, vous rendiez quel genre de services à l'époque ?*

L. Beaupré – Dans les années 50-60, nous rendions déjà tous les services sociaux à la famille, aux enfants, aux personnes âgées, aux mères célibataires et à leurs enfants. Certaines agences avaient en plus des services destinés aux alcooliques et aux ex-détenus. Jusque dans la première moitié des années 60, la plupart des agences administraient l'assistance sociale. Toutefois, à cause de la pénurie de personnel et de fonds venant du gouvernement et de la Fédération des œuvres de charité, les services sociaux étaient nettement insuffisants, voire embryonnaires, avant 1960. L'avènement des bureaux régionaux et locaux de l'aide sociale dans les années 60 et l'avènement des CLSC après 1970 ont diminué le nombre de services attribués aux agences sociales, mais ont permis plus de spécialisation et d'approfondissement des « cas traités ». En 1960, il n'y avait pas d'autre place où aller qu'aux Centres de service social. De plus, la profession de travailleur social était encore peu répandue et connue.

Les années 60 furent vraiment à l'origine d'organisations et d'actions sociales. Jusque-là, le climat avait été au beau fixe. Le caractère privé et confessionnel des services sociaux était maintenant menacé à cause du besoin d'appuis financiers qu'éprouvaient les organismes sociaux. On appréhendait la Commission Castonguay qui allait, croyait-on, tout bouleverser. C'est pourquoi les leaders sociaux essayaient d'obtenir le plus grand consensus de l'ensemble des organismes sociaux pour se protéger contre les intrusions du gouvernement alors prévisibles. La Fédération des services sociaux à la famille (FSSF) avait remplacé Caritas-Canada. Insatisfaits de la Fédération, parce qu'elle ne regroupait que les services sociaux diocésains, certains directeurs fondèrent le Conseil de bien-être du Québec (CBEQ), qui regroupait l'ensemble des services sociaux, les institutions

comprises. Ces dernières reprochaient à la FSSF de ne pas s'occuper suffisamment de l'enfance et de la jeunesse.

Puis apparut l'Association des dirigeants des services sociaux qui avait pour objectif d'associer aux directeurs généraux les membres des conseils d'administration et les représentants des citoyens. Cette association eut une courte existence. Après quelques rencontres avec la FSSF, cette dernière consentit à élargir ses cadres et à inclure un plus grand nombre de bénévoles. Jusque-là, les services sociaux en grande partie avaient été dominés par les directeurs généraux et on espérait obtenir une plus grande participation des citoyens. On a parfois accusé tous ces organismes de regroupement et les services sociaux d'élitisme, parce que les citoyens ordinaires et les clients n'avaient pas accès aux conseils d'administration, voire à l'assemblée générale quand il y en avait une. Ce n'était pas de l'élitisme plus ou moins inconscient, ce n'était pas dans nos préoccupations. On n'y pensait même pas, et puis ça ne se faisait pas d'inviter par exemple des groupes de citoyens à participer à la Fédération des services sociaux à la famille ou à tout autre organisme professionnel du genre. Par contre, chez les directeurs des services sociaux, la proximité de la tenue de la Commission Castonguay créait de l'anxiété et de l'espoir. On craignait l'invasion des services sociaux par les instances gouvernementales et, selon les premiers pronostics, une participation mal définie du personnel et des clients au conseil d'administration.

NPS – *Quel engagement avez-vous eu à la Fédération des services sociaux à la famille et quel rôle cette dernière se donnait-elle?*

L. Beaupré – Avec les confrères directeurs, j'ai été l'un des fondateurs de la FSSF, secrétaire-fondateur de la revue *La famille* et membre du conseil d'administration. J'y ai été très actif de 1961 à 1967. Par mes interventions, je crois avoir réussi à faire remettre sur la table le rapport du Comité d'étude sur l'assistance publique (rapport Boucher) auquel j'avais collaboré étroitement. Ce rapport constitua une étape importante dans le domaine du bien-être social. Il reconnaissait le travail accompli dans l'aide sociale par les services sociaux et les travailleurs sociaux au moment où ces derniers étaient vertement critiqués par certaines autorités gouvernementales et par certains secteurs de la population. Ce comité reconnaissait le droit des démunis à l'aide gouvernementale, peu importe la cause de la pauvreté. Le rapport Boucher aboutissait en 1969 au *Bill 26* qui, malgré ses lacunes, constituait un progrès notable dans le domaine de la sécurité sociale. La FSSF fut très active dans la promotion du rapport Boucher et de la Loi 26 qui en découla, parce qu'il s'agissait là du sort des familles défavorisées. En plus du mémoire soumis au Comité d'étude sur l'assistance publique, le premier préparé par la FSSF en 1963, il y eut

cinq mémoires soumis aux différents ministères jusqu'en 1969. Les plus importants portaient sur la situation de la femme, la réforme des services de santé et de bien-être, la Commission Castonguay-Nepveu. De 1964 à 1970, la FSSF organisa annuellement des instituts portant sur la « guerre » à la pauvreté, le *casework*, l'enfance, les personnes âgées, etc. Il y eut aussi des congrès annuels, sauf en 1966 et 1970, et deux colloques en 1967 et 1968.

NPS – *Est-ce qu'il y avait un rôle politique en plus d'un rôle d'information, de formation ?*

L. Beaupré – Il n'y avait pas de rôle politique dans le sens courant du mot, parce que la FSSF ne faisait pas des interventions en fonction des intérêts personnels de ses membres, mais en faveur des personnes démunies, des personnes âgées, des enfants, des jeunes, etc. La FSSF constituait un groupe de pression visant à l'amélioration des lois et des services sociaux. Il y eut en outre de rares rencontres avec les ministères du gouvernement, mais de nombreuses rencontres avec les sous-ministres et autres officiers.

La FSSF a fait une campagne du tonnerre pour que la loi d'aide sociale soit adoptée. La FSSF a été très active pendant la période de la Commission Castonguay parce que tous les membres espéraient que cette commission allait résoudre les nombreux et complexes problèmes qui les assaillaient depuis le transfert de l'assistance publique aux bureaux régionaux du Ministère, sans compter les problèmes financiers écrasants et les nombreux bouleversements sociaux survenus depuis le début de la Révolution tranquille.

J'ai rédigé le mémoire du CSS Sherbrooke destiné à la Commission et j'ai participé à la rédaction de celui de la FSSF. Je me suis intéressé à la Commission Castonguay-Nepveu à cause du phénomène de la pauvreté, sujet sur lequel j'avais publié un modeste ouvrage en 1968. Le rapport de la Commission contenait une partie impressionnante sur la pauvreté et une formule originale de revenu minimum garanti. En tant que directeur général du service social, j'étais heureux d'entrevoir la création des CLS, dont le nom a changé pour CLSC, qui allaient accomplir des choses que les CSS n'avaient pas accomplies faute de fonds et de personnel. Les CLSC, plus accessibles et plus souples, allaient offrir des services d'urgence et de première ligne, des services de prévention et d'action communautaire. Ce qui a déçu les services sociaux, c'est qu'après qu'ils se furent départis d'une partie du personnel des services sociaux en faveur des bureaux régionaux d'aide sociale, la Commission Castonguay suggérait de transférer une autre partie du personnel en faveur des CLSC. La FSSF avait cru que les services sociaux ne changeraient pas radicalement et

qu'ils auraient les budgets nécessaires pour augmenter leurs services et multiplier leurs filiales. Certes, ce ne fut pas l'orientation de la Commission.

NPS – *Quel a été le rôle de la Corporation des travailleurs sociaux dans ces développements ?*

L. Beaupré – La fondation de la Corporation des travailleurs sociaux en 1960 fut peut-être à l'origine de l'explosion des organismes sociaux au Québec. Les travailleurs sociaux avaient jusque-là travaillé isolément dans leur agence et dans leur région. Deux ou trois agences sociales affichaient un certain leadership social. Les services sociaux diocésains et les institutions avaient bénéficié d'un certain leadership clérical. Le regroupement des travailleurs sociaux sous l'égide de la Corporation et la Révolution tranquille au Québec amorcèrent un mouvement social bien identifié au niveau de la province. Jusque-là, le leadership était venu d'Ottawa avec l'Association canadienne des travailleurs sociaux (ACTS) et le Conseil canadien du bien-être social (CCBES). Il y eut de la résistance et des hésitations de la part des travailleurs sociaux du Québec à effectuer la transition du national au provincial, du caractère privé et confessionnel au caractère parapublic et non confessionnel. L'aboutissement de tous ces changements est en grande partie responsable de cette grande remise en question de tout le système social par la Commission Castonguay-Nepveu.

NPS – *Quels étaient vos rapports avec la Corporation ?*

L. Beaupré – Mes rapports avec la Corporation étaient personnels et professionnels, c'est-à-dire uniquement afin de me retrouver avec des collègues et en fonction de mon perfectionnement personnel. La Corporation permettait les rencontres de confrères souvent isolés dans des patelins lointains ; on partageait des problèmes et des préoccupations. Plus tard la Corporation, après avoir mis en place tous les mécanismes propres à une corporation pour assurer la «protection du public», étendit ses intérêts aux grandes questions du jour et fit entendre sa voix par des mémoires aux gouvernements provincial et fédéral. De plus, la Corporation a mis sur pied dès le début un comité sur l'éducation continue, destiné à ses membres. Plus tard, il y eut un comité sur l'éthique professionnelle et des sessions régionales sur le sujet. Enfin, tout l'aspect inspection et discipline a été développé par la suite dans les années 70.

NPS – *Quand vous dites que vous aviez des rapports plus individuels, ça veut dire quoi ? Que vous y aviez des contacts personnels là-bas, à qui vous demandiez des avis ?*

L. Beaupré – Je consultais la Corporation en tant que membre du conseil d'administration (pendant 18 ans) et en tant que membre du chapitre de l'Estrie. J'ai été actif dans de nombreux comités, en particulier le Comité

sur la pauvreté, le Comité des salaires et le Comité Castonguay-Nepveu. Avec l'avènement des syndicats, la Corporation a dû préciser, voire modifier ses objectifs, car les syndicats occupaient alors des domaines jusque-là couverts par la Corporation. Les travailleurs sociaux s'interrogeaient alors sur la pertinence de payer des cotisations à deux organismes.

NPS – *Est-ce que la Corporation a eu une influence importante sur le développement ou l'organisation des services sociaux durant cette période-là?*

L. Beaupré – La Corporation n'a pas eu beaucoup d'influence sur les services sociaux de 1960 à 1970 à cause de sa jeunesse et de son personnel très limité (deux ou trois personnes y compris le directeur général). Pour le Conseil d'administration, c'était la période de fondation, de la mise sur pied des comités exigés d'une corporation, de la publication de notre revue professionnelle, du recrutement de nouveaux membres, etc. La préparation du rapport destiné à la Commission Castonguay à la fin des années 60 fut probablement la principale réalisation de la Corporation. Il faut souligner que la Corporation comme telle a eu très peu d'influence directe sur l'ensemble du système de services. Elle s'est limitée à améliorer l'aspect professionnel et qualitatif du travail social de ses membres. Indirectement, elle a contribué au progrès des services sociaux. Mais, à ma connaissance, la Corporation ne s'est jamais ingérée dans le fonctionnement interne des services sociaux.

NPS – *La Corporation imposait-elle des standards et des normes de pratique professionnels aux agences?*

L. Beaupré – L'Association canadienne des travailleurs sociaux (ACTS) et la Corporation regroupaient les travailleurs sociaux de la province. Avant la fondation de la Corporation en 1960, les travailleurs sociaux faisaient partie de l'ACTS. Ces deux groupes professionnels se préoccupaient au plus haut point des normes et standards professionnels et en faisaient la promotion. Toutefois, ces deux organismes, national et provincial, communiquaient directement avec leurs membres, mais jamais avec les services sociaux comme organisations.

NPS – *Il n'y avait quand même pas beaucoup de travailleurs sociaux dans les agences, ce qui fait qu'on devait recruter beaucoup de non-professionnels. Dans le fonctionnement de tous les jours, quels étaient les rapports entre professionnels et non-professionnels?*

L. Beaupré – Partout où j'ai travaillé, à ma connaissance les relations entre les travailleurs sociaux et les autres membres du personnel étaient de bonnes à excellentes, mais comme j'ai toujours été dans la direction, il y a certes eu à certains moments des conflits dont je n'ai pas été témoin.

Dans les petites agences des villes moyennes, tout le personnel se connaissait et souvent avait fréquenté les mêmes écoles et collèges et partageait les mêmes préoccupations sociales. Avant 1960, il n'y avait que des travailleurs sociaux professionnels et des aides sociaux, c'est-à-dire des diplômés du baccalauréat ès arts², des infirmières, des professeurs, des étudiants universitaires n'ayant pas complété leurs études et plusieurs anciens bénévoles ayant travaillé avec des groupes de personnes âgées, de malades, d'alcooliques, etc. Après 1955, avec le développement des cours destinés aux aides sociaux, organisés par les Sœurs du Bon-Conseil à Montréal et à Sherbrooke, les aides sociaux diplômés se multiplièrent rapidement. Il restait toutefois que les travailleurs sociaux continuaient d'occuper les meilleurs postes et étaient mieux rémunérés. Mais les conseillers sociaux ont continué d'améliorer leur situation en fondant l'Association des conseillers sociaux, puis ils ont fréquenté les cours de techniciens en assistance sociale, inaugurés dans les cégeps. La Corporation des travailleurs sociaux depuis 1960 a fait des efforts soutenus pour accroître le nombre de ses membres. Je crois toutefois que le nombre de travailleurs sociaux n'a pas progressé adéquatement à cause des changements constants de structures, de déplacements des personnels et enfin des salaires inadéquats. Jusque vers la fin des années 60, la profession était encore une vocation pas payante. Heureusement que les départements de techniques de travail social des cégeps sont venus combler les vides dans les services sociaux.

NPS – *La situation devait beaucoup varier selon les milieux?*

L. Beaupré – À Valleyfield, la situation ressemblait à celle de l'ensemble des services sociaux. Il y avait beaucoup plus d'aides sociaux que de travailleurs sociaux. Les premiers suivaient des cours de base à l'École privée d'aide sociale des Sœurs du Bon-Conseil à Montréal. À Hull, la situation était différente. Il n'y avait aucun cours organisé pour les aides sociaux. Le personnel était composé de travailleurs sociaux, de bacheliers ès arts, d'infirmières, d'ex-enseignants. Dans le cas de Hull et de Valleyfield, les relations étaient très positives entre les travailleurs sociaux et les aides ou conseillers sociaux. J'ai dû effectuer de nombreux changements aux deux endroits, c'est-à-dire attribuer à des travailleurs sociaux des postes de responsabilité et muter le personnel non professionnel. Évidemment que ces changements furent pénibles pour le personnel et pour le directeur, mais personne n'a été victime de congédiement.

NPS – *Les rôles étaient-ils différents selon que le personnel était composé de professionnels travailleurs sociaux ou de conseillers sociaux, ou est-ce que, dans le fond, tout le monde avait les mêmes tâches?*

2. L'ancien cours classique, équivalent au DEC actuel.

L. Beaupré – Au début, les rôles étaient peu différenciés. À Hull, le service social comptait une dizaine de personnes. Seul le directeur général avait un rôle spécifique, même si à l'instar des travailleurs sociaux et aides sociaux, il s'occupait lui aussi des cas sur une base individuelle et occasionnellement d'action sociale. Toutefois, en peu de temps, trois filiales allaient couvrir le vaste territoire de l'Outaouais et être desservis par des travailleurs sociaux et des aides sociaux. Quant aux autres professionnels, psychologues, criminologues, il n'y en avait pas au sein du Service social de Hull. Le personnel adressait plutôt certains cas aux ressources appropriées : hôpitaux, cliniques, etc. À Hull, tout le personnel s'est impliqué dans les projets communautaires dont le plus important a été de mener une campagne vigoureuse pour reloger 80 familles vivant dans l'extrême pauvreté sur les bords du lac Leamy et du Creekside dans des cabanes sans électricité, sans planchers, sans eau, etc. Au bout de huit mois, grâce au travail du personnel du Service social de Hull, ces familles avaient été relogées dans des maisons convenables où tout le monde, sauf les propriétaires des taudis et des terrains, était heureux de cet exploit communautaire. À Sherbrooke, le recrutement de travailleurs sociaux s'avérait plus facile, mais demeurait quand même difficile. Montréal et Québec attiraient plus de la moitié des travailleurs sociaux de la province. Sherbrooke avait moins de travailleurs sociaux que Montréal et Québec, mais plus que les autres villes de la province. Toutefois, le personnel professionnel a augmenté lentement partout.

NPS – *Aviez-vous des budgets suffisants pour engager le personnel nécessaire? Comment la situation a-t-elle évolué avec le temps?*

L. Beaupré – Les budgets étaient insuffisants. C'est pourquoi les agences que j'ai dirigées avaient pour objectif de répondre aux besoins essentiels de la communauté et de faire un déficit si nécessaire. Nous devions ensuite nous débattre pour faire combler le déficit par le ministère de la Famille et du Bien-être social. D'autres directeurs s'en tenaient au respect du budget qui était établi, arbitrairement stable. Il n'y avait à cette époque aucune norme, aucune politique budgétaire. Sur 15 ans de direction (Hull, Valleyfield, Sherbrooke), j'ai connu 13 déficits qui ont été comblés par le Ministère et un seul surplus, à Hull, de 700 \$ environ.

Si je me réfère, par exemple, à la situation du Service social de Sherbrooke, à cause du budget nettement insuffisant, on manquait sérieusement de personnel, surtout professionnel. À cette époque, il faut dire que tous les services sociaux manquaient de fonds, de sorte qu'ils répondaient aux urgences et faisaient en pratique du court terme et étaient encore submergés par l'administration de l'aide sociale. Toutefois, les catégories suivantes de cas étaient suivies à plus long terme : enfants en

foyers nourriciers, cas d'adoption, mères célibataires, personnes âgées en foyers d'hébergement, etc. Dans les années suivant 1965, on rouvrit les dossiers des parents des enfants placés, afin d'effectuer un suivi, puis on dispensa des services aux couples en conflit, aux alcooliques et aux ex-détenus. Les services aux familles et aux personnes seules prirent beaucoup d'expansion à la suite de l'augmentation des revenus, alors qu'auparavant les services à l'enfance et aux assistés sociaux avaient été prioritaires. Il y eut de nombreuses autres améliorations après 1965, mais on doit en bonne partie les attribuer à l'ancien directeur, l'abbé Lucien Girard, parce que c'est lui qui, avant de céder son poste de directeur général, avait préparé un budget qui allait redonner un élan nouveau au service social. En effet, l'octroi gouvernemental passa, en 1966, de 282 000 \$ à 410 000 \$, soit une augmentation de 45 %.

NPS – *Comment ça se passait sur le plan des rapports entre les hommes et les femmes ?*

L. Beaupré – Au niveau de la Corporation des travailleurs sociaux et des agences de service social, les relations entre hommes et femmes étaient bonnes. Le directeur général étant celui qui ignore le plus les conflits à l'intérieur de son bureau, je ne me souviens pas durant toutes ces années d'avoir assisté à des querelles qu'on pourrait associer à des conflits entre hommes et femmes. Il faut avouer que pendant cette période, le personnel féminin était beaucoup plus nombreux. Toutefois, peu de travailleuses sociales occupaient des postes de direction. Mais il me semble qu'à cette époque on acceptait cette disparité comme normale contrairement à aujourd'hui. À la fin des années 60, à la suite de la Révolution tranquille et de la fondation de la Corporation, on assista à des changements significatifs et le nombre de travailleuses sociales dans les postes de direction et de cadres augmenta sensiblement, moins vite toutefois que dans les agences anglophones. Il faut dire que les travailleuses sociales professionnelles œuvraient dans des milieux où les relations interpersonnelles étaient parmi les principales préoccupations du personnel.

NPS – *On sait que le conseil d'administration était formellement l'instance décisionnelle. Comment était-il constitué et quel rôle effectif jouait-il ?*

L. Beaupré – Le conseil d'administration comptait des hommes d'affaires, des représentants de l'Église, des membres d'organisations communautaires, des représentants des municipalités. Il n'y avait pas de représentants des personnels, des clients ni des comités de citoyens. Je ne me souviens pas qu'il y ait eu des débats ou des demandes de ces groupes. À ma connaissance, avant 1970, il n'en était pas question. Les membres du conseil d'administration donnaient de la crédibilité aux services sociaux

surtout en raison de leur statut dans la communauté. Un certain nombre d'entre eux avaient été élus au conseil d'administration comme expression de gratitude pour le travail accompli auparavant dans la communauté, d'autres représentaient des grosses entreprises ou le personnel de ces dernières. Les services sociaux à cette époque comptaient en bonne partie sur les octrois des fédérations d'œuvres de charité, financées largement par les compagnies et la communauté. Il y a toutefois toujours eu quelques membres des conseils d'administration qui consacraient de leur temps à du travail de comité, aux relations extérieures avec les autorités municipales ou provinciales. Il y avait aussi quelques représentants d'associations communautaires. Bref, les conseils d'administration étaient crédibles et bien représentatifs surtout de la classe moyenne, moins de la classe riche et encore moins des citoyens. Les assemblées générales étaient largement publicisées et il y avait une bonne participation de la population. Les notables de la ville, les sous-ministres et le ministre étaient aussi chaleureusement invités. Tous ces contacts préparaient la voie à nos visites à Québec avec quelques membres du conseil d'administration pour défendre notre budget annuel et, surtout, combler notre déficit.

Les conseils d'administration étaient toujours là pour surveiller les finances (comme dans la plupart des organisations), mais ils s'intéressaient trop peu au travail social accompli. C'est pourquoi nous invitions sporadiquement un membre du personnel à venir parler de son travail et des résultats. Toutefois, il faut bien dire que les conseils d'administration constituaient davantage un appui pour la direction et ne s'impliquaient pas tellement dans les problèmes administratifs, sauf dans la préparation du budget ou dans une crise majeure ou lors des revendications auprès du Ministère. Pourquoi? Parce que tout ou à peu près tout était décidé par le Ministère. Peut-être que si tous les conseils d'administration avaient été impliqués et actifs, la bureaucratie gouvernementale n'aurait pas mis la main sur les services sociaux en moins de dix ans et aurait laissé à ces derniers au moins une partie de leur liberté d'autrefois, ce qui aurait permis aux services sociaux d'avoir plus de souplesse, d'intégration communautaire et de dynamisme.

NPS – *Quelle était l'influence de l'Église dans la nomination et le fonctionnement des conseils d'administration?*

L. Beaupré – L'évêque nommait son représentant, mais les autres nominations appartenaient au conseil d'administration lui-même et à l'assemblée générale. L'évêque appuyait le service social sans limites, mais il n'intervenait pas et s'en remettait au conseil d'administration et à la direction. Ayant été témoin de la discrétion des évêques dans trois régions à l'égard des services sociaux, ça me fait sourire quand j'entends dire que c'est le

clergé qui dirigeait ou contrôlait les services sociaux dans les années 50 à 70. Quelques services diocésains avaient au tout début des prêtres directeurs, mais très vite ceux-ci se sont adjoint des travailleurs sociaux qui devenaient très rapidement et de fait, à cause de leur compétence, les directeurs généraux. Quelques prêtres-travailleurs sociaux ont occupé plus longtemps le poste de directeur général. Dès le début des années 60, aux réunions de la Fédération des services sociaux, on ne voyait qu'un ou deux prêtres présents aux réunions de cette fédération qui regroupait tous les services sociaux diocésains.

NPS – *Donc, selon votre expérience, l'Église était discrète, présente, vous appuyait éventuellement et faisait une démarche quand c'était nécessaire, mais ce n'était pas une omniprésence.*

L. Beaupré – Ah oui! Je dirais même que l'Église s'intéressait trop peu au travail accompli par les services sociaux. Il aurait été souhaitable qu'en grand nombre le clergé assiste aux réunions des services sociaux pour plusieurs raisons, dont la suivante, très pratique : nos budgets à cette époque émanaient de la Fédération des œuvres de charité et celle-ci ramassait ses fonds en grande partie dans les paroisses. Une implication plus grande du clergé et des paroissiens dans la campagne aurait procuré des ressources financières aux services sociaux, qui auraient comblé l'insuffisance des octrois gouvernementaux. Un exemple : en 1950, le gouvernement provincial octroyait 6 000 \$ au Service social de Hull et la Fédération des œuvres de charité de Hull en versait autant, soit 6 000 \$. Comme on le voit, la présence et l'influence du clergé et du monde politique étaient rentables au niveau des conseils d'administration. À cette époque, les députés en général avaient un mot à dire dans l'octroi des subventions. À ma connaissance, les représentants ou amis des députés siégeant aux conseils d'administration cherchaient à aider et non à contrôler, à mousser la popularité de leur parti et non à lui donner une mauvaise image, même si quelques partisans durant ma carrière ont tenté, mais très rarement je crois, de nuire.

NPS – *Si l'on revient aux organismes dans lesquels vous avez œuvré, est-ce que vous pourriez décrire les liens que ces organismes avaient avec les autres organismes du milieu, entre autres, avec des organismes communautaires ou ayant une dimension communautaire? Est-ce que chacun faisait son ouvrage avec son mandat, sa mission ou est-ce qu'il y avait des points de jonction, des relations entre les organismes, des contacts avec d'autres organismes?*

L. Beaupré – Tout d'abord, il faut préciser la notion d'organismes communautaires et quel rôle on y jouait. Il y avait des organismes comme les Conseils de bien-être de Hull, Valleyfield et de Sherbrooke (avant 1970) où le directeur et parfois d'autres membres des Services sociaux partici-

paient activement. Il y a eu participation de l'agence à des comités sur l'habitation à Hull et à Sherbrooke. Il y a eu participation du personnel de l'agence à des comités consultatifs lors de la fondation des filiales. Ces comités étaient formés de quelques notables et de citoyens ordinaires. Avant 1970, ces comités n'étaient pas identifiés comme « comités de citoyens » faisant de l'action communautaire, parce que ces termes étaient peu connus et peu populaires.

Il y avait autrefois un bon nombre de groupes qui gravitaient autour des paroisses pour toutes sortes de raisons incluant l'aide aux démunis. La Société Saint-Vincent-de-Paul et les Chevaliers de Colomb étaient, avant 1960, les principaux dépanneurs des gens démunis. À Hull, comme je l'ai déjà dit, plusieurs membres du personnel ont travaillé avec les autorités et plusieurs groupes, au relogement d'une centaine de familles vivant dans les pires taudis. Ce fut une réussite totale. À Valleyfield, le personnel du Service social a essayé de sortir d'un rang de campagne une trentaine de familles vivant dans une pauvreté extrême et chez qui on trouvait un grand nombre de personnes malades et handicapées issues de nombreux mariages consanguins. Les rencontres et la participation à des projets communautaires étaient assez fréquentes à cette époque, mais on n'y associait généralement pas les bénéficiaires, contrairement à ce qui se fait aujourd'hui. En tant que directeur général ou tout simplement travailleur social, j'ai été appelé à participer au travail de comités dans plusieurs organisations : Caritas-Sherbrooke, Domrémy, l'Office de planification et de développement du Québec, le Conseil régional de développement de l'Estrie, Centraide.

Les mouvements populaires ou les comités de citoyens n'étaient pas engagés à cette époque dans la mise sur pied d'institutions et de ressources sociales. Ces groupes étaient inexistantes ou presque ; tout venait d'en haut, c'est-à-dire des autorités religieuses, gouvernementales, du Conseil de bien-être et des élites locales. Aujourd'hui, il y a beaucoup plus d'organismes communautaires qu'autrefois. Mais à cause de leur grand nombre et malgré le dédoublement des services, il se produit parfois des conflits et des rivalités. De plus, les gouvernements ont une tendance à laisser à ces organismes bénévoles des responsabilités trop lourdes, économisant ainsi les fonds de l'État. Si encore certains organismes s'occupant de cas psychiatriques et autres personnes à problèmes multiples acceptaient l'aide de spécialistes ! Mais non ! Les organismes bénévoles n'aiment pas en général l'intervention de professionnels dans leur travail. Toutefois, grâce aux CLSC, il y a eu rapprochement des organismes avec les professionnels. Il reste que la panoplie actuelle des organismes communautaires et bénévoles est un enrichissement pour nos milieux. Ces groupes se réunissent autour

des tables de concertation, afin de mieux cerner les problèmes de leur milieu et de trouver des solutions.

NPS – *Aujourd'hui, à peu près partout dans les organismes, les usagers ont des places aux conseils d'administration. À l'époque des années 60, les usagers et usagères avaient-ils une place quelque part? Comment étaient-ils vus? Quels rapports avaient-ils avec les professionnels du travail social?*

L. Beaupré – Disons qu'à cette époque les services sociaux traitaient les usagers et usagères avec respect et empathie et non avec indifférence ou mépris. Il y avait sans doute certains professionnels qui, occasionnellement, s'impatientsaient avec les clients ou les traitaient froidement. Ceux-ci étaient considérés comme des usagers. Ils n'avaient aucun statut spécial, il n'était pas question de les inviter à siéger aux conseils d'administration. Ça ne se faisait nulle part. On commençait à en parler seulement. Toutefois, il y avait quelques usagers, par exemple des parents adoptifs ou des parents nourriciers, qui faisaient partie de mes conseils d'administration, mais ce n'était pas à titre d'usagers. Les assemblées annuelles étaient ouvertes au grand public mais les usagers, à l'exception des parents nourriciers, étaient absents. À cette époque, les comités d'usagers n'existaient pas. J'essaie de penser à un groupe qui aurait existé quelque part. Peut-être qu'il y avait certains groupes, comme les personnes handicapées, qui ont percé assez vite et se sont regroupées sur le plan communautaire. On peut aussi penser aux groupes d'alcooliques, de personnes âgées, etc. Il s'agissait d'organisations parallèles. Mais il reste, à mon avis, que les services sociaux à cette époque collaboraient étroitement avec les organisations mentionnées plus haut et avec bien d'autres encore. Il est arrivé à quelques reprises que les travailleurs sociaux mettaient sur pied des comités ou associations et leur laissaient après quelque temps leur autonomie. Mais, en général, on peut dire que les usagers avaient très peu de place dans les services sociaux dans les années 60, à part le fait de constituer la clientèle des travailleurs sociaux.

NPS – *Vous avez parlé des mouvements populaires et des comités de citoyens. Est-ce qu'il y a eu à Sherbrooke des gens qui ont été engagés spécifiquement pour l'animation sociale?*

L. Beaupré – Nous n'avions pas de section d'animateurs sociaux. Il n'y en avait pas dans les agences sociales de la province à cette époque. L'animation sociale a commencé surtout avec l'avènement des CLSC. Toutefois, nous avons fait des expériences à la fin des années 60 avec un travailleur social engagé à plein temps. De plus, quelques autres membres du personnel utilisaient occasionnellement les techniques de l'animation sociale. Un exemple: en 1966, un conseiller social a travaillé avec les

personnes âgées pour fonder le premier club de l'âge d'or de la région. Malgré tout, il faut dire que l'animation sociale était marginale, voire inexistante, à cette époque.

NPS – *Donc, ce n'était pas étiqueté « intervention communautaire », mais il s'en faisait...*

L. Beaupré – Il s'en faisait de l'action communautaire, mais ce n'était pas désigné comme tel. C'est une nouvelle expression des années 70, tout comme l'animation sociale, qui en fait a commencé à peu près dans ce temps-là. Vers la fin des années 60, je pense que l'animation a vraiment pris de l'envergure et après je pense qu'il y a eu un mouvement de foule en 1970, et les gens se sont regroupés en comités de citoyens, surtout autour du problème de la pauvreté. Chose certaine, l'animation sociale a été au début une forme de travail social issue des comités de citoyens et des groupes populaires. À ce moment-là, j'ai écrit un article dans *Le Devoir* critiquant les « comités de citoyens sur la pauvreté » et souhaitant leur disparition éventuelle, ce qui voudrait dire la fin de la pauvreté. Dans mon esprit à ce moment-là, « les comités de citoyens » venaient consacrer la pauvreté, organiser et isoler les pauvres.

NPS – *Qu'est-il arrivé de votre lettre au Devoir ?*

L. Beaupré – Un comité de citoyens m'a répondu. On n'avait pas saisi mon point de vue qui était que nous n'aurions pas besoin de comités sur la pauvreté s'il n'y avait pas de pauvres. Ce groupe avait l'impression que j'avais attaqué la formule du comité de citoyens, alors que je m'en étais pris à l'existence de la pauvreté. J'étais naïf dans toute cette affaire, probablement à cause de tous les volumes et études publiés sur la pauvreté dans lesquels les solutions au problème de la pauvreté paraissaient relativement faciles et à la portée de la main : le revenu minimum garanti, l'impôt négatif. Il était question de deux à trois milliards de dollars environ et du réaménagement des programmes de sécurité sociale pour que tous les Canadiens franchissent le seuil de la pauvreté selon le Comité sénatorial sur la pauvreté, le Conseil de développement social, la Commission Castonguay-Nepveu.

NPS – *Est-ce que la guerre à la pauvreté était un courant d'idées ou un mouvement important, et est-ce que l'animation sociale s'y serait finalement opposée ?*

L. Beaupré – C'était un courant et un mouvement d'idées. C'était une campagne à caractère social et politique menée par les principales organisations nationales et provinciales, appuyée par les services sociaux, les comités de citoyens, là où ils existaient, etc. Après le rapport du Comité sénatorial sur la pauvreté vers la fin des années 60, d'autres documents et

actions gouvernementales ont été réalisés, dont en 1973 le *Document de travail sur la sécurité sociale au Canada* qui proposait un programme élaboré d'élimination de la pauvreté. La campagne anti-pauvreté a ralenti après 1973 dans la foulée de la crise du pétrole. L'affolement de tous, les autorités gouvernementales y comprises, fit oublier le grave problème de la pauvreté qui était sur le point d'être abordé et résolu par les décideurs. Bref, la « guerre à la pauvreté » a été beaucoup plus qu'un courant d'idées. Cette lutte se continue de façon différente par des interventions ponctuelles d'individus et de groupes. Les études mentionnées précédemment fourniront les documents sur le sujet.

Je ne pense pas qu'il pouvait y avoir opposition avec l'animation sociale. J'ai tout simplement bataillé sur la question de la pauvreté. J'ai été assez longtemps en service social pour constater concrètement à tous les jours que la majorité des problèmes étaient causés par la pauvreté, que ce soit la négligence des enfants, que ce soit la délinquance, que ce soit l'alcoolisme, etc. Si je consulte mon dossier de statistiques, je constate que la pauvreté vient toujours en tête. Prenez le décrochage scolaire. La pauvreté est au sein de presque toutes les familles où il y a des décrocheurs. Il ne s'agit pas de régler le problème de décrochage seulement, mais d'aller plus profondément et d'essayer de résoudre le problème de la pauvreté.

NPS – *Diriez-vous qu'à cette époque la pratique du service social se faisait essentiellement par la méthode du casework? Est-ce que vous aviez introduit d'autres modèles? Par exemple, se faisait-il du travail de groupe?*

L. Beaupré – La pratique du service social était essentiellement basée sur le *casework*. À cette époque le travail de groupe était pratiquement inexistant dans les services sociaux. La pénurie de personnel permettait seulement de s'occuper des cas graves nécessitant protection et réadaptation. La prévention avait peu de place. Depuis cette époque, le personnel social a au moins quintuplé dans l'ensemble du réseau et surtout par l'établissement des CLSC. Il n'était pas rare au cours de la période 50-70 que les membres du personnel s'occupent de 100 à 200 cas. Récemment, le directeur général du Service social de l'Outaouais me disait que la moyenne de cas par employé était maintenant de 30. Avec un personnel plus nombreux et plus diversifié (travailleurs sociaux, psychologues, etc.), les services sociaux, et particulièrement les CLSC, ont développé des méthodes et des modèles nouveaux de travail social. Mais il faut bien admettre que, jusqu'en 1970, l'accent dans les écoles de service social, les associations professionnelles et les services sociaux était placé presque uniquement sur le *casework*.

J'ai défendu le *casework* au cours de ma carrière pour bien des raisons. Je me disais qu'en tant que professionnels, ayant fait des études universitaires, on devait dispenser des services et des interventions de haut calibre aux gens qui avaient des problèmes complexes. Une « tape » sur l'épaule, un conseil, une entrevue de cinq minutes pour régler un problème majeur, tout ça m'incitait à promouvoir le *casework*. Sans être aussi scientifique que je l'aurais souhaité, cette approche était quand même la plus raffinée et la plus répandue dans les services sociaux à cette époque. Je trouvais toutefois que le travailleur social devait aussi s'impliquer dans l'action communautaire et sociale pour lutter contre certains problèmes d'envergure, tels que la pauvreté, la délinquance et l'habitation.

Par ailleurs, j'ai toujours cru que l'on pouvait aider les gens en petits groupes. J'ai écrit des articles sur le *group work* dans les années 50. J'ai aussi cru que le *group work* et la thérapie de groupe devaient être pratiqués par des gens compétents et non par des amateurs. Je suis convaincu que le *casework* et les autres méthodes ont leur place dans nos services sociaux selon la nature des problèmes et les personnes avec qui l'on travaille. Quant à l'action communautaire et à l'animation sociale, voilà une autre approche qui est surtout propre aux CLSC et qui est requise si vous travaillez sur le plan communautaire. Encore là, il faut une formation spécifique aux animateurs sociaux pour vraiment réussir dans ce domaine.

NPS – *Si vous vouliez caractériser cette période de 1950 à 1970, que diriez-vous ?*

L. Beaupré – Pour moi les années 60 ont été fantastiques, mais le bouillonnement social et politique a ralenti par la suite. Il faut reconnaître que ce sont le premier ministre Jean Lesage, le père de la Révolution tranquille, et René Lévesque, ministre du Bien-être social, qui ont provoqué toutes les politiques, lois et transformations sociales qui avaient été mises en veilleuse sous le long régime du premier ministre Maurice Duplessis. Pour ce qui est des services sociaux, il y eut de nombreux changements dans les années 60, grâce à la fondation de la Fédération des services sociaux à la famille, grâce à un meilleur financement gouvernemental, grâce au transfert de l'assistance publique aux bureaux régionaux, grâce à la syndicalisation des services sociaux, etc. L'avènement de la Corporation a constitué un événement important dans l'histoire de la profession et indirectement des services sociaux.

NPS – *À ce moment-là, dans votre esprit, fallait-il que les services sociaux deviennent publics ?*

L. Beaupré – Le terme public et l'idée de l'étatisation ont fait peur à tous les services sociaux dans les années 60. On craignait que le gouvernement

mette la main sur les services sociaux, ce qu'il a fait effectivement. On aurait voulu conserver certaines caractéristiques de l'institution privée : initiative, action sociale, une certaine souplesse dans les budgets et les programmes. Il n'y a plus de contacts avec la communauté parce que les services sociaux sont indépendants des communautés : sur les plans financier et administratif, les budgets et les programmes viennent du gouvernement. Il va falloir trouver des moyens pour renouer avec les citoyens de la communauté.

NPS – *Mais en même temps vous vouliez devenir services sociaux publics reconnus, avec une plus grande place, un meilleur financement...*

L. Beaupré – L'étatisation signifiait devenir complètement dépendant du gouvernement. Moi, je m'attendais à ce que le gouvernement nous laisse une certaine liberté. Je n'ai jamais préconisé l'emprise totale. Peut-être que les gens qui ne pensaient pas comme moi ont interprété certains de mes écrits comme favorisant l'étatisation des services sociaux, alors que j'ai toujours préconisé le *partnership* et une marge de manœuvre à l'intérieur des services sociaux. Je ne voulais pas que les services sociaux deviennent plus bureaucratisés qu'ils ne l'étaient déjà et que les formules et les directives pleuvent sur nos services sociaux advenant la prise en charge par le gouvernement. Aujourd'hui, il paraît que la marge de manœuvre est très mince. On me rapportait qu'il fallait un groupe de six membres du personnel et 27 opérations pour décider du placement d'une personne. Quant au bureau d'aide sociale, organisme public, il faut que l'assistante sociale y remplisse une formule contenant 44 questions si un bénéficiaire veut s'inscrire à un cours de formation professionnelle. Quelles complications et perte de temps ! Il est à espérer que nos services sociaux ne tomberont pas dans ces excès bureaucratiques.